

Brochure n° 3078

**Conventions collectives nationales**

**CABINETS D'AVOCATS**

IDCC : 1000. – **Personnel salarié**

IDCC : 1850. – **Avocats salariés**

---

**AVENANT N° 91 DU 12 SEPTEMBRE 2008**

**RELATIF À L'INDEMNITÉ DE FIN DE CARRIÈRE**

NOR : *ASET0851142M*

IDCC : *1000*

---

Entre :

Le centre national des avocats employeurs (CNAE) ;  
La chambre nationale des avocats en droit des affaires (CNADA) ;  
La délégation patronale de la fédération nationale des unions des jeunes avocats (FNUJA) ;  
L'union professionnelle des sociétés d'avocats (UPSA) ;  
Le syndicat des employeurs des avocats conseils d'entreprises (SEACE) ;  
Le syndicat Avenir des barreaux de France patronal (ABFP) ;  
Le syndicat des avocats de France (SAFE),

D'une part, et

Le fédération professions judiciaires CFDT ;  
La fédération des employés et cadres CGT-FO ;  
La fédération nationale des sociétés d'études et de conseil et de prévention CGT ;  
Le syndicat national du personnel d'encadrement et assimilés des cabinets d'avocats et activités connexes (SPAAC) CFE-CGC ;  
Le syndicat national des employés et cadres des professions judiciaires et juridiques (SNECPJJ) CFTC,

D'autre part,

il a été convenu ce qui suit :

Le 4<sup>e</sup> alinéa de l'article 14 de l'avenant n° 79 de la convention collective nationale du personnel des cabinets d'avocats relatif à l'indemnité de fin de carrière, modifié par avenant n° 89 étendu, est complété comme suit :

« La CREPA rembourse l'employeur, sur justificatif du règlement à l'organisme chargé du recouvrement des cotisations du régime général de la sécurité sociale, de la contribution prévue à l'article L. 137-12 du code de la sécurité sociale au titre de l'année 2009. »

Dans le cas où de nouvelles dispositions légales interviendraient en la matière, les partenaires sociaux engageront une nouvelle négociation.

Fait à Limoges, le 12 septembre 2008.

(Suivent les signatures.)